



Droitisation en Europe

Enquête sur une tendance controversée

Préface de François Rebsamen

Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant
Ernst Hillebrand, Vincent Tiberj



Droitisation en Europe

Enquête sur une tendance
controversée

Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant
Ernst Hillebrand
Vincent Tiberj

Préface de François Rebsamen

SOMMAIRE

Préface	5
François Rebsamen	
Des clivages sociologiques déterminants	11
Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant	
Un processus de droitisation de l'Europe équivoque	11
Des jeunes entre libéralisme et individualisme	14
Des milieux populaires en voie de droitisation ?	19
Le cas particulier de l'Espagne et de l'Italie : des CSP + en décrochage	25
La gauche et la reconquête de l'opinion	31
Ernst Hillebrand	
Le cas allemand	34
Pourquoi la gauche ne profite-t-elle pas de la libéralisation culturelle ?	36
Un nécessaire réengagement	39
Valeurs : les leçons du long terme	43
Vincent Tiberj	
Les hauts et les bas de la gauche sociale	44
L'évolution tranquille des valeurs culturelles dans l'Hexagone	46
Les hauts et les bas de la tolérance à l'immigration	48

PRÉFACE

François Rebsamen

La société française est-elle de plus en plus à droite ? Cette question, je me la pose sans cesse depuis le 21 avril 2002. Ce jour-là, Lionel Jospin était éliminé de l'élection présidentielle dès le premier tour alors même que les voyants économiques et sociaux étaient au vert. Seulement, pendant toute la campagne, deux thèmes majeurs avaient envahi le débat, l'immigration et la sécurité. Les socialistes s'étaient-ils assez exprimés sur ces deux sujets ? Sans doute pas puisque le second tour voyait s'affronter les candidats de la droite et de l'extrême droite. Je me suis souvenu alors de ce que disait Jean Jaurès sur « la loi du mensonge triomphant qui passe » : il est passé en 2002¹. J'ai toujours pensé que

1. « Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire ; c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe, et de ne pas faire écho, de notre âme, de notre bouche et de nos mains aux applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques », extrait du « Discours à la jeunesse » en 1903 à Albi dans *Anthologie de Jean Jaurès* par Louis Lévy, Calmann-Lévy, 1983 [1946], p. 273.

les défaites idéologiques entraînaient des défaites politiques ou électorales. Ce résultat sorti des urnes en était une nouvelle preuve.

Les élections remportées depuis par le Parti socialiste dans les scrutins locaux ont pu masquer l'évolution de la société française vers la droite, mais qu'on ne s'y trompe pas : ces victoires ont eu lieu hors du champ régalien. Les sujets comme l'immigration n'étaient présents que de manière annexe ou connexe dans les campagnes locales, même si la droite et l'extrême droite essayaient de les introduire dans les débats. Par ailleurs, en 2012, nous avons été nombreux à nous interroger sur le score plus qu'honorable réalisé par Nicolas Sarkozy face à François Hollande : 48,4 %. J'y ai vu le résultat du travail mené par son conseiller, ex-militant d'extrême droite, Patrick Buisson. Sous son influence, le président sortant n'a pas hésité à donner une place prépondérante aux thèmes de la sécurité et de l'immigration. Des thèmes sur lesquels la gauche s'interroge peu, ou pas assez, laissant le terrain à la droite dans une Europe de plus en plus libérale.

Dans la perspective de futures échéances électorales, il me semble nécessaire, pour les socialistes et pour la gauche, de s'interroger en profondeur sur ces sujets qui attisent les craintes des Français et sur les phénomènes parfois contradictoires, mais de toute façon complexes à analyser, qui les accompagnent.

D'après les éléments fournis par les instituts de sondage, la tendance serait à une libéralisation des mœurs en même temps qu'à une résurgence de ces peurs. En effet, 66 % des Français jugeraient qu'il y a trop

d'immigrés sur notre territoire. Ils sont presque autant – 64 % – à estimer qu'on ne se sent « en sécurité nulle part ». Les mots de Jean-Marie Le Pen sont entrés dans le langage commun, comme s'ils n'avaient pas de portée, comme s'ils avaient perdu leur sens premier. On les lit dans les journaux, on les entend dans la rue, à la télévision, et même dans la bouche de nos représentants politiques de gauche comme de droite... Tous ces facteurs conjugués m'amènent à penser que sont en marche des phénomènes de droitisation de notre société auxquels nous ne savons pas faire face.

Nous devons reprendre la bataille des idées et, pour la remporter, nous devons non seulement comprendre collectivement ce phénomène de peur qui taraude la société française, mais aussi élargir notre réflexion à d'autres pays européens. Regardons du côté de l'Allemagne par exemple. Observons comment notre voisin fait face aux craintes de ses citoyens en matière d'insécurité et d'immigration, comment il y répond. Il est évident qu'en Allemagne, où se pratique le scrutin proportionnel, il est plus difficile d'atteindre la majorité qu'en France. Cela oblige les Allemands à toujours rechercher le compromis et c'est à partir de ce noyau central du consensus que les extrêmes se positionnent. En France, nous nous plaçons en permanence dans des rapports tranchés entre majorité et opposition. Notre système nous assure aujourd'hui une certaine sécurité pour parvenir à faire adopter les lois de gauche présentées par le gouvernement. Mais nous ne devons pas oublier pour autant de mener le combat des idées contre la droitisation de la société française, sans quoi nous n'aurons plus la possibilité de promulguer ces lois.

Les enquêtes d'opinion soulignent que les idées de gauche progressent lorsque la droite est au pouvoir tandis que la droitisation s'accélère quand la gauche est aux commandes... Parce qu'elle délaisse alors la bataille idéologique. Même excellents gestionnaires, même préoccupés de la qualité de vie de leurs concitoyens et de mettre en œuvre le programme en faveur duquel une majorité de Français s'est exprimée, le président de la République et le gouvernement peinent désormais à faire entendre leurs convictions. Or, à partir du moment où la gauche dans sa globalité délaisse le débat, les valeurs qu'on croyait universelles ou majoritaires dans notre société s'affaiblissent. Un exemple concret : pendant la campagne électorale de François Hollande, 60 % des Français se déclaraient favorables au droit de vote des étrangers. Ils ne sont plus que 45 % aujourd'hui. Concentrés sur la gestion du pays et la réalisation des engagements qui ont été pris, nous avons oublié de défendre nos idéaux au-delà de la victoire des urnes.

Il revient aujourd'hui aux intellectuels de gauche, aux partis politiques, au Parti socialiste, de mener le combat idéologique. À force de consignes, de conseils, de propositions, nous devons entamer courageusement la reconquête culturelle des thèmes qui nous tiennent à cœur. Et pour commencer, ayons le courage de prononcer les mots qui s'imposent, ceux qui fâchent, ceux qui font peur à cette France qui dit ne se sentir en sécurité nulle part. À l'évidence, elle ne craint pas tant la petite délinquance que le danger potentiel lié à l'extrémisme religieux. Elle redoute l'islamisme venant de l'extérieur qui pénètre notre pays par l'immigration et menace notre sécurité. La gauche ne doit plus se taire sur ce sujet.

Nous sommes capables d'investir le champ de l'imaginaire, nous pouvons comprendre les préoccupations de nos concitoyens. Leurs craintes, nous devons les entendre ; leurs souhaits, nous sommes tenus de les réaliser conformément aux valeurs de la gauche. Les mesures prises par le gouvernement n'y suffiront pas : seul le débat idéologique permettra de faire régresser la peur, et ainsi de faire avancer la France. Nous disposons pour cela de deux outils formidables : la République et la laïcité. C'est grâce à elles que nous assurerons nos victoires électorales de demain, que ce soit dans un scrutin proportionnel ou dans un scrutin majoritaire.

DES CLIVAGES SOCIOLOGIQUES DÉTERMINANTS

Jérôme Fourquet
Fabienne Gomant

Un processus de droitisation de l'Europe équivoque

En juin 2013, la Fondation Jean-Jaurès et le groupe socialiste du Sénat ont organisé un colloque intitulé « Droitisation de la société française : mythe ou réalité ? ». À cette occasion, et dans le but de disposer de données objectives sur la question, l'Ifop a réalisé une enquête d'opinion auprès du grand public dans sept pays européens, sur la base d'indicateurs économiques et socioculturels habituellement considérés comme des marqueurs forts du clivage gauche/droite².

Jérôme Fourquet est directeur du département Opinion et stratégies d'entreprise de l'Ifop.

Fabienne Gomant est directrice de clientèle du département Opinion et stratégies d'entreprise de l'Ifop.

2. Ifop, « Enquête sur la droitisation des opinions publiques européennes », juin 2013 (en ligne : www.ifop.com/media/poll/2255-1-study-file.pdf). Enquête réalisée pour la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS) par questionnaire auto-administré en ligne, du 16 au 29 mai 2013, auprès d'un échantillon de 4 512 personnes, représentatif des habitants âgés de 18 ans et plus dans les pays suivants : France (1 003 personnes), Allemagne (1 001), Belgique (500), Pays-Bas (505), Espagne (505), Italie (492) et Suisse (506).

Si les enseignements de cette étude sont à même de confirmer la tendance droitiste des opinions, le phénomène ne saurait, pour autant, s'apprécier comme une vérité uniforme. Dans un premier temps, ce sont les ressorts de la droitisation qui doivent être approfondis, ceux-ci ne s'appréhendant pas dans le même sens selon leur nature. Ainsi, il peut être admis que les opinions européennes tendent à se radicaliser aujourd'hui en matière d'immigration et de sécurité. L'item « il y a trop d'immigrés dans notre pays » recueille ainsi une adhésion majoritaire quelle que soit la nationalité du répondant (de 60 % à 83 % selon le pays) et l'idée selon laquelle « on ne se sent en sécurité nulle part » oscille entre 43 % et 70 % d'accord. Cela dit, la distribution des scores en ce qui concerne l'aspect sécuritaire laisse entrevoir un jugement élargi à la notion d'insécurité économique dans la mesure où Suisses et Allemands apparaissent comme les moins virulents sur le sujet, tandis que le score d'adhésion culmine à 65 % en Espagne et à 70 % en Italie, pays les plus durement touchés par la crise. D'ailleurs, la dimension économique participe également du phénomène de droitisation des opinions au travers de l'item « il faut que l'État donne plus de liberté aux entreprises », lequel est jugé favorablement par la majorité des citoyens (de 61 % à 88 %). Quant aux attitudes face à la mondialisation et à l'Europe, des attentes se font jour en matière de protection et de souveraineté. Néanmoins, alors que l'ensemble des Européens semble s'accorder sur le manque d'autonomie des pays face à l'Europe, l'attitude des Espagnols à l'égard de la mondialisation apparaît moins évidente. Enfin, la critique de l'assistanat est également observée de façon majoritaire (de 54 % à 64 %), exception faite des Italiens (41 %) et plus encore des Espagnols (23 %), pour lesquels il n'apparaît pas aussi évident « qu'un chômeur puisse

trouver du travail s'il le voulait vraiment ». En outre, dans le cas français notamment, l'ensemble de ces constats présente une progression significative depuis sept ans, particulièrement édifiante sur l'aspect sécuritaire (+ 24 points) mais aussi en matière d'immigration (+ 13 points), confirmant ainsi un phénomène tendanciel.

Cependant, parallèlement à ces positions traditionnellement défendues par les partis politiques de droite, les Européens des pays étudiés apparaissent moins conservateurs sur les questions socioculturelles mais aussi sur le plan économique, dans une certaine mesure. À ce titre, les souhaits d'intervention de l'État « pour corriger et encadrer le marché » sont fortement exprimés dans la plupart des pays (de 59 % à 65 %), les Suisses et les Néerlandais s'affirmant moins franchement sur la question (respectivement 50 % et 49 %). Par ailleurs, le niveau d'imposition des personnes les plus riches semble majoritairement insuffisant (50 % à 75 %), sauf en Italie (où 54 % l'estiment trop élevé) et en France, où les avis sont très polarisés (39 % le jugent insuffisant et 38 %, trop élevé). Enfin, si le sujet du droit des couples homosexuels à se marier et à adopter des enfants a pu faire débat, l'opinion s'y montre aujourd'hui majoritairement favorable dans l'ensemble des pays investigués bien que des spécificités puissent y être relevées : une large adhésion aux Pays-Bas (85 %), premier pays où le mariage homosexuel a été légalisé (en 2001) ; une courte majorité en France (52 %), où ce droit vient tout juste d'être reconnu et où les débats sont encore vifs ; 63 % à 74 % dans les autres pays. Seule l'Italie se montre plutôt réfractaire à ce sujet (42 %), pays où aucune forme d'union n'est encore reconnue aux couples de même sexe.

Ainsi, alors que l'inclinaison droitière ne peut être contestée en Europe, un certain relativisme est de mise, non seulement au regard des ressorts de ce phénomène mais aussi de certaines spécificités locales au sein de l'Europe. Ces précisions faites, il apparaît pertinent, dans un second temps, d'aborder ces comportements d'un point de vue sociodémographique et d'identifier les clivages à l'œuvre, notamment sur les plans générationnel et social, sans pour autant remettre en cause la tendance.

Des jeunes entre libéralisme et individualisme

En France, la période qui a précédé le vote de la loi autorisant le mariage homosexuel en mai dernier a été marquée par des débats et des manifestations particulièrement animés, ils ont notamment fait descendre et s'opposer dans la rue deux jeunesse bien différentes. Les nombreux commentateurs de l'époque se sont appuyés sur l'emblématique Mai 68 pour qualifier les opposants au mariage gay de « génération anti-68 », celle-ci dénonçant la perte des valeurs traditionnelles françaises. Or, au regard des résultats de l'enquête, force est de constater que les jeunes Européens apparaissent globalement plus ouverts que leurs aînés sur le sujet. Le mariage gay et le droit à l'adoption suscitent ainsi une majorité d'adhésion, dont le niveau varie, certes, en fonction du contexte local. Ainsi, même en France et en Italie, où les avis sont les plus réservés, comme on l'a vu, les jeunes de moins de 35 ans sont plus nombreux à s'exprimer favorablement sur la question (respectivement 64 % et 57 %) face à des seniors qui y sont majoritairement opposés. Néanmoins, le clivage est peu marqué aux Pays-Bas, pays historiquement le plus ouvert sur ce sujet.

« Accord sur le mariage et l'adoption pour les couples homosexuels » (en pourcentage)			
Pays	Moins de 35 ans	35-49 ans	50 ans et plus
Allemagne	84	77	66
Belgique	77	77	63
Espagne	82	77	59
France	64	58	41
Italie	57	40	35
Pays-Bas	85	86	83
Suisse	77	69	52

Cette tolérance vis-à-vis de la différence, caractéristique sociologique des jeunes citoyens, s'exprime plus généralement au travers de deux autres indicateurs : d'une part, l'attitude à l'égard de l'immigration et, d'autre part, de l'Europe. Ainsi, malgré une tendance majoritairement hostile, les jeunes se montrent nettement moins négatifs vis-à-vis de l'immigration que le reste de la population. Sur l'item « il y a trop d'immigrés dans notre pays », le décrochage le plus manifeste est relevé en Belgique, où les niveaux d'adhésion à cette idée demeurent de toute façon les plus forts, quelle que soit la génération : 75 % des moins de 35 ans considèrent que la proportion d'immigrés est trop forte dans leur pays, soit 13 points de moins que les 35-49 ans et 10 points de moins que les 50 ans et plus. Bien que l'écart entre générations se révèle moins criant, la même tendance peut être observée dans la plupart des autres pays étudiés, mis à part la France, l'Italie et les Pays-Bas, où les clivages n'apparaissent pas aussi clairement.

« Il y a trop d'immigrés dans notre pays » (en pourcentage d'accord)			
Pays	Moins de 35 ans	35-49 ans	50 ans et plus
Allemagne	56	66	59
Belgique	75	88	85
Espagne	69	74	77
France	64	64	69
Italie	71	76	68
Pays-Bas	62	67	67
Suisse	66	72	77

Autre signe d'une attitude globalement plus ouverte, les attentes des jeunes citoyens en matière de souveraineté – bien que majoritaires – ne sont pas aussi sensibles que pour les autres générations. Plus précisément, si ce constat est valable pour l'ensemble des pays faisant partie du champ d'étude (avec un écart oscillant entre – 2 et – 11 points pour les sondés de moins de 35 ans par rapport aux plus âgés), la Suisse et l'Italie présentent une jeunesse en complet décrochage (de – 12 à – 17 points par rapport aux deux classes d'âge supérieures pour les Suisses et de – 19 à – 24 points pour les Italiens). Il est alors tentant de relier les raisons d'un tel écart au contexte spécifique de ces deux pays. Ainsi, les avantages fiscaux qui caractérisent la Suisse peuvent laisser penser aux jeunes générations – pas encore pleinement concernées par d'éventuels taux d'imposition élevés puisque se situant au début de la vie active – que leur pays tient une place à part en Europe ; les jeunes Italiens, quant à eux, particulièrement affectés par la crise économique, n'en attribuent

probablement pas la responsabilité première à un déficit d'autonomie vis-à-vis de l'Union européenne.

« Avec tous les traités européens que notre pays a signés, le gouvernement n'a plus aujourd'hui vraiment de marge de manœuvre » (en pourcentage d'accord)			
Pays	Moins de 35 ans	35-49 ans	50 ans et plus
Allemagne	66	75	69
Belgique	67	75	78
Espagne	68	70	74
France	74	76	79
Italie	52	71	76
Pays-Bas	72	78	77
Suisse	57	74	69

Pour autant, l'ouverture « sociétale » dont semblent témoigner les jeunes Européens s'accompagne d'un discours anti-assistanat relativement marqué. Tout se passe comme si, à une période de la vie où les contraintes – et les désillusions – ne sont pas encore trop fortes, l'accès à l'emploi était à leurs yeux une question de volonté. En Belgique et en Allemagne, ce raisonnement apparaît particulièrement partagé par les moins de 35 ans (respectivement à 73 % et à 76 %), notamment par rapport aux générations les plus âgées (+ 14 points en Belgique et + 23 points en Allemagne que les 50 ans et plus). Si cet écart générationnel se resserre dans les autres pays, il n'en demeure pas moins opérant (+ 3 à + 9 points pour les moins de 35 ans), même si les jeunes Italiens et plus encore les jeunes Espagnols sont loin d'en être massivement convaincus.

« Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment » (en pourcentage d'accord)			
Pays	Moins de 35 ans	35-49 ans	50 ans et plus
Allemagne	76	67	53
Belgique	73	64	59
Espagne	26	23	21
France	57	51	53
Italie	39	36	46
Pays-Bas	58	58	53
Suisse	66	65	57

Enfin, sur le plan fiscal, la hausse de la taxation des personnes les plus riches dans le but de réduire les inégalités n'apparaît pas aussi nécessaire aux yeux des plus jeunes. Ainsi, leur adhésion à cette proposition présente un écart négatif de 6 à 19 points par rapport aux répondants âgés de 50 ans et plus. Cette adhésion va de 40 % pour les jeunes Français à 68 % pour les jeunes Espagnols. Cependant, en France et en Italie, le clivage générationnel est inversé, mais il s'agit de pays où le débat a été très politisé, ce qui a eu pour effet de faire pencher l'électorat plus âgé vers la position de la droite.

Le taux d'imposition des personnes les plus riches n'est pas assez élevé, ce qui ne permet pas de corriger les inégalités ³ (en pourcentage d'accord)			
Pays	Moins de 35 ans	35-49 ans	50 ans et plus
Allemagne	55	63	65
Belgique	61	70	71
Espagne	68	71	84
France	40	40	37
Italie	41	40	35
Pays-Bas	45	45	64
Suisse	45	55	51

Au final, l'ouverture sociétale dont font en général preuve les jeunes générations est ici confirmée, elle se manifeste par un certain libéralisme culturel et économique qui semble devoir être, selon nous, aussi interprété comme l'expression d'une forme d'individualisme.

Des milieux populaires en voie de droitisation ?

Les classes populaires se montrent particulièrement préoccupées par les questions de sécurité et d'immigration, probablement du fait d'un sentiment d'exposition plus fort aux aspects négatifs de ces phénomènes par rapport aux autres classes sociales. Au sujet de l'immigration, c'est en France que les catégories socioprofessionnelles inférieures (CSP –)

3. La question posée était : « Diriez-vous que, dans notre pays, le montant des impôts directs et indirects que paient aujourd'hui les personnes les plus riches n'est pas assez élevé, ce qui ne permet pas de corriger les inégalités / est adapté / est trop élevé, ce qui incite ces personnes à quitter le pays ? ».

se montrent les plus dures en comparaison des classes sociales aisées, présentant un écart de 23 points par rapport aux catégories socioprofessionnelles supérieures (CSP +). Un constat similaire peut être fait en Allemagne (+ 19 points), en Belgique (+ 14 points) et, dans une moindre mesure, en Suisse et aux Pays-Bas (respectivement + 8 et + 7 points). En termes de clivages sociaux, ces résultats mettent en évidence une attitude spécifique de la part des Espagnols et des Italiens, que l'on retrouvera sur l'ensemble des indicateurs étudiés, et qui méritera une attention particulière (cf. p. 25). Ils ne sont donc pas pris en compte dans les commentaires qui suivent.

« Il y a trop d'immigrés dans notre pays » (accord avec cet item)			
Pays	CSP –	CSP +	Écart (entre CSP – et CSP +)
Allemagne	71 %	52 %	+ 19 points
Belgique	89 %	75 %	+ 14 points
Espagne	70 %	77 %	- 7 points
France	78 %	55 %	+ 23 points
Italie	71 %	71 %	=
Pays-Bas	68 %	61 %	+ 7 points
Suisse	75 %	67 %	+ 8 points

Corollaire habituel de l'immigration dans les analyses, les jugements présentent le même clivage social sur l'aspect sécuritaire. Ainsi, les catégories modestes estiment-elles qu'« on ne se sent en sécurité nulle part » à hauteur de 49 % et 50 % respectivement en Allemagne et en Suisse, de 65 % et 66 % en Belgique et aux Pays-Bas et de 76 % en France, soit un différentiel de 13 à 28 points par rapport aux CSP + de ces cinq pays.

« On ne se sent en sécurité nulle part » (accord avec cet item)			
Pays	CSP –	CSP +	Écart (entre CSP – et CSP +)
Allemagne	49 %	34 %	+ 15 points
Belgique	65 %	50 %	+ 15 points
Espagne	61 %	69 %	- 8 points
France	76 %	48 %	+ 28 points
Italie	69 %	66 %	+ 3 points
Pays-Bas	66 %	43 %	+ 23 points
Suisse	50 %	37 %	+ 13 points

Dans ce contexte, la tentation du repli national apparaît grande pour les classes populaires. L'amplitude du clivage se révèle particulièrement significative si l'on considère l'item « notre pays doit se protéger davantage » (par opposition à l'alternative « notre pays doit s'ouvrir davantage sur le monde ») puisque les positionnements protectionnistes y sont de 8 à 19 points supérieurs à ceux des catégories sociales plus aisées.

Pays	« Notre pays doit se protéger davantage » (accord avec cet item)			« Notre pays doit s'ouvrir davantage sur le monde » (accord avec cet item)		
	CSP –	CSP +	Écart (entre CSP – et CSP +)	CSP –	CSP +	Écart (entre CSP – et CSP +)
Allemagne	50 %	37 %	+ 13 points	13 %	19 %	- 6 points
Belgique	55 %	47 %	+ 8 points	18 %	20 %	- 2 points
Espagne	34 %	38 %	- 4 points	38 %	34 %	+ 4 points
France	62 %	43 %	+ 19 points	15 %	34 %	- 19 points
Italie	45 %	42 %	+ 3 points	31 %	38 %	- 7 points
Pays-Bas	61 %	51 %	+ 10 points	13 %	25 %	- 12 points
Suisse	44 %	31 %	+ 13 points	26 %	25 %	+ 1 point

Dans un ordre d'idées similaire, la perception d'un manque d'autonomie nationale face à l'Europe suit la même tendance. Ainsi, de 71 % à 82 % des CSP – sont d'accord avec la proposition « avec tous les traités européens que notre pays a signés, le gouvernement n'a plus aujourd'hui vraiment de marge de manœuvre », soit des écarts de + 7 à + 14 points par rapport aux catégories sociales favorisées, mais seulement de + 4 points aux Pays-Bas.

« Avec tous les traités européens que [notre pays] a signés, le gouvernement n'a plus aujourd'hui vraiment de marge de manœuvre » (accord avec cet item)			
Pays	CSP –	CSP +	Écart (entre CSP – et CSP +)
Allemagne	76 %	66 %	+ 10 points
Belgique	82 %	68 %	+ 14 points
Espagne	71 %	69 %	+ 2 points
France	81 %	74 %	+ 7 points
Italie	67 %	69 %	– 2 points
Pays-Bas	78 %	74 %	+ 4 points
Suisse	71 %	63 %	+ 8 points

D'un point de vue plus sociétal, représenté ici par les demandes à l'égard de l'éducation, les attentes « autoritaires » se révèlent particulièrement marquées auprès des CSP –. Et même si les scores sont très disparates (de 39 % en Allemagne à 73 % aux Pays-Bas), ils sont systématiquement supérieurs (de 8 à 16 points) à ceux des CSP +.

« L'école devrait donner avant tout le sens de la discipline et de l'effort⁴ » (accord avec cet item)			
Pays	CSP –	CSP +	Écart (entre CSP – et CSP +)
Allemagne	39 %	28 %	+ 11 points
Belgique	56 %	44 %	+ 12 points
Espagne	47 %	49 %	– 2 points
France	69 %	53 %	+ 16 points
Italie	62 %	54 %	+ 8 points
Pays-Bas	73 %	61 %	+ 12 points
Suisse	44 %	36 %	+ 8 points

Néanmoins, il serait trop simpliste de conclure à une attitude réactionnaire généralisée des CSP –, dans la mesure où, par exemple – à l'exception de la France – l'opposition des classes populaires n'est pas effective sur la question du droit au mariage et à l'adoption pour les couples homosexuels (contrairement à ce que certains ont soutenu durant le débat sur le mariage pour tous). De la même façon – et cela invalide la thèse d'une droitisation tous azimuts des ouvriers et des employés européens –, sur le plan économique, un souhait de justice fiscale est toujours de mise au sein des classes populaires, bien plus que chez les CSP +, susceptibles d'être associées à ces « personnes les plus riches » (écarts de + 9 à + 20 points). Pour autant, si ces orientations revêtent une certaine logique, les scores ne sont pas majoritaires chez toutes les CSP – des pays sondés. C'est le cas de la France, où seules 42 % d'entre elles estiment que le taux d'imposition des personnes les plus riches n'est pas assez élevé.

4. La question posée était : « En pensant à l'école, pouvez-vous dire avec laquelle de ces deux opinions vous êtes le plus d'accord ? L'école devrait donner avant tout le sens de la discipline et de l'effort / L'école devrait former avant tout des gens à l'esprit éveillé et critique ? ».

« Accord sur le mariage et l'adoption pour les couples homosexuels »			
Pays	CSP –	CSP +	Écart (entre CSP – et CSP +)
Allemagne	78 %	71 %	+ 7 points
Belgique	74 %	72 %	+ 2 points
Espagne	77 %	71 %	+ 6 points
France	48 %	60 %	– 12 points
Italie	42 %	41 %	+ 1 point
Pays-Bas	85 %	85 %	=
Suisse	71 %	66 %	+ 5 points

« Le taux d'imposition des personnes les plus riches n'est pas assez élevé, ce qui ne permet pas de corriger les inégalités ⁵ » (accord avec cet item)			
Pays	CSP –	CSP +	Écart (entre CSP – et CSP +)
Allemagne	64 %	55 %	+ 9 points
Belgique	71 %	60 %	+ 11 points
Espagne	79 %	64 %	+ 15 points
France	42 %	28 %	+ 14 points
Italie	40 %	35 %	+ 5 points
Pays-Bas	59 %	43 %	+ 16 points
Suisse	59 %	39 %	+ 20 points

5. *Idem* note 3.

Ces constats témoignent donc d'une attitude relativement droitrière des classes sociales modestes en Europe concernant la sécurité, l'immigration et l'autorité. Néanmoins, cette tendance doit être nuancée par le positionnement nettement moins libéral des CSP – que celui des milieux aisés dans le domaine économique. En somme, si la droitisation des classes populaires ne peut être évoquée dans l'absolu, leur radicalisation est bien réelle.

« En matière économique, il faut que l'État intervienne pour corriger et encadrer le marché » (accord avec cet item)			
Pays	CSP –	CSP +	Écart (entre CSP – et CSP +)
Allemagne	70 %	55 %	+ 15 points
Belgique	63 %	51 %	+ 12 points
Espagne	64 %	62 %	+ 2 points
France	63 %	61 %	+ 2 points
Italie	62 %	65 %	– 3 points
Pays-Bas	53 %	49 %	+ 4 points
Suisse	58 %	41 %	+ 17 points

Le cas particulier de l'Espagne et de l'Italie : des CSP + en décrochage

Alors que nous venons de mettre en évidence la persistance de clivages socio-économiques structurants et influents dans la plupart des pays étudiés, force est de constater que la situation de l'Espagne et de l'Italie

est tout à fait particulière sur ce plan. Ainsi, en matière économique, la demande d'intervention de l'État émanant des CSP + espagnoles et italiennes est-elle de même intensité que celle des CSP – alors que c'est loin d'être le cas dans les autres pays. Les scores observés auprès des classes aisées de ces deux pays apparaissent nettement plus élevés que dans les cinq autres nations, s'ajustant à la hausse sur ceux des classes populaires.

« En matière économique, il faut que l'État intervienne pour corriger et encadrer le marché » (en pourcentage d'accord)			
Catégories	Moyenne des 5 autres pays	Espagne	Italie
CSP +	51	62	65
CSP –	61	64	62

On peut faire la même remarque en matière de protectionnisme. Les inquiétudes liées à la mondialisation se manifestent assez vivement en Italie et en Espagne, quel que soit le niveau social du répondant. Elles rejoignent les préoccupations relevées ailleurs en Europe auprès des classes populaires. Comme il est habituel de le constater, ces aspirations au repli sont généralement corrélées au sentiment d'insécurité, lequel doit plus être envisagé ici sous l'angle économique que physique.

« Notre pays doit se protéger davantage » (en pourcentage d'accord)		
Catégories	Moyenne des 5 autres pays	Moyenne Espagne + Italie
CSP +	36	40
CSP –	42	39

« On ne se sent en sécurité nulle part » (en pourcentage d'accord)			
Catégories	Moyenne des 5 autres pays	Espagne	Italie
CSP +	52	69	66
CSP –	61	61	69

Ce mouvement de fermeture propre aux milieux favorisés espagnols et italiens déteint sur leur perception de l'immigration. Alors que, en moyenne, 62 % des foyers aisés et 76 % des foyers modestes des cinq autres pays estiment qu'« il y a trop d'immigrés », ce score s'élève à 71 % et 77 % parmi les CSP + d'Italie et d'Espagne. Ces dernières, en exprimant les mêmes vives inquiétudes que les classes populaires européennes, se distinguent donc des classes favorisées des cinq autres pays.

« Il y a trop d'immigrés dans notre pays » (en pourcentage d'accord)			
Catégories	Moyenne des 5 autres pays	Espagne	Italie
CSP +	62	77	71
CSP –	76	70	71

Bien entendu, certains clivages socio-économiques demeurent dans ces pays latins tels que, par exemple, le positionnement plus appuyé des CSP – en faveur d'une augmentation de l'imposition des personnes les plus riches bien que l'écart soit moindre en Italie.

« Le taux d'imposition des personnes les plus riches n'est pas assez élevé, ce qui ne permet pas de corriger les inégalités ⁶ » (en pourcentage d'accord)			
Catégories	Moyenne des 5 autres pays	Espagne	Italie
CSP +	45	64	35
CSP –	59	79	40

Cela dit, les difficultés économiques particulièrement importantes que connaissent l'Espagne et l'Italie depuis plusieurs années bousculent profondément les clivages sociaux habituels, les CSP + tendant à adopter les opinions droitières ou protectionnistes des milieux populaires. L'avenir dira si cette tendance – sociologiquement et idéologiquement lourde de conséquences – observée dans « les laboratoires espagnol et italien » doit, dans la perspective pessimiste d'une installation de la crise économique dans l'ensemble de l'Europe, s'étendre progressivement aux autres pays.

6. *Idem* note 3.

LA GAUCHE ET LA RECONQUÊTE DE L'OPINION

Ernst Hillebrand

Les sociétés européennes sont-elles en train de se droitiser ? Cette question paraît étrange au regard du profond changement de valeurs qui s'est opéré au cours des dernières décennies. Les sociétés européennes n'ont jamais été aussi libérales, permissives et cosmopolites qu'aujourd'hui. Si une partie de la gauche considère ces sociétés ultralibérales comme en proie à un phénomène de droitisation, cela exprime fort probablement quelque chose de différent : un clivage préoccupant entre, d'une part, les positions des élites libérales et, d'autre part, les sentiments et les valeurs de la majorité des populations en Europe.

C'est un clivage que l'on retrouve aussi dans le sondage réalisé par l'Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès et la FEPS sur les opinions publiques en Europe⁷.

Ernst Hillebrand est le directeur du département « Analyse de politique internationale » de la Fondation Friedrich-Ebert.

7. « Enquête sur la droitisation des opinions publiques européennes », *op. cit.*

L'interprétation de ce qui est considéré comme « de droite » ou « de gauche » paraît pour le moins discutable. Pourquoi serait-il de droite de constater une restriction de la souveraineté nationale *via* l'intégration des États dans le système de gouvernance européen ? Cette restriction existe bel et bien. Elle constitue un des objectifs explicites de l'intégration européenne. Et l'on peut regretter cette limitation de la politique démocratique nationale, qu'on soit de gauche comme de droite. Il semble que les électeurs de gauche dans les pays sondés pensent ainsi, comme une majorité écrasante de 63 % à 77 % d'entre eux pense que ce processus a considérablement limité la marge de manœuvre des gouvernements nationaux. On peut donc se demander selon quels critères une opinion exprimée par deux tiers de l'électorat de gauche serait l'expression d'une droitisation de l'opinion publique.

La question de la globalisation et de l'ouverture sur le monde appelle le même constat. Depuis longtemps, il existe une critique de gauche de la globalisation et de l'intégration européenne. Le bilan économique, politique et social de ces processus reste suffisamment mitigé. Au niveau des États-nations, l'intégration européenne a engendré une réduction massive de l'impact des politiques démocratiques et de la souveraineté nationale. Le déplorer est-il obligatoirement de droite ? Presque toutes les questions du sondage sont ambivalentes. Pourquoi interpréterait-on un sentiment d'insécurité accru ou une évaluation critique des abus potentiels des systèmes de protection sociale comme forcément de droite ? À de nombreux égards, les réponses des sondés reflètent leur expérience personnelle et leurs conditions de vie. On peut, et l'on doit, discuter de l'analyse que chacun fait de son expérience.

Mais il n'est pas nécessairement de droite de penser que la délinquance augmente ou que la Sécurité sociale fait l'objet d'abus. La réalité n'est pas la même si l'on vit dans les quartiers chauds de Marseille ou dans le XVI^e arrondissement de Paris.

Ainsi, le sondage et son interprétation illustrent-ils à merveille un processus que le psychologue Jonathan Haidt décrit dans son livre *The Righteous Mind*⁸. Il y analyse les bases morales des jugements politiques et les différences dans les systèmes de valeurs qui démarquent les conservateurs des libéraux (terme américain pour désigner la gauche au sens européen). S'appuyant sur un travail empirique important, Haidt constate une sorte de rétraction lente de la base morale de la gauche libérale dans les dernières décennies. Dans son canon moral, des principes comme l'équité (*fairness* en anglais), la réciprocité, la cohésion sociale et la protection de l'individu (contre l'État) ont perdu de leur importance. Ce changement est la conséquence des transformations sociologiques des mouvements de gauche. Ils se sont de plus en plus éloignés de leurs bases sociales traditionnelles pour se transformer en partis des classes moyennes professionnelles et urbanisées et des employés de la fonction publique. La dynamique est donc moins celle d'une société glissant à droite que celle d'une gauche qui change ses positions, s'éloignant des systèmes de valeurs de son électorat traditionnel. À la lumière de cette thèse, le sondage réalisé par l'Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès et la FEPS et l'interprétation donnée à ses résultats reflèteraient moins une

8. Jonathan Haidt, *The Righteous Mind. Why good people are divided by politics and religion*, Londres, Allen Lane, 2012.

droitisation de l'opinion publique européenne qu'une « boboïsation » de la gauche et de ses positions idéologiques.

Le cas allemand

À première vue, il peut paraître surprenant que l'Allemagne soit le pays le plus libéral, le moins droitisé d'Europe, moins encore que des pays traditionnellement libéraux comme les Pays-Bas. Il est donc intéressant de comparer ces résultats avec d'autres études. La fondation Friedrich-Ebert, organisation sœur de la Fondation Jean-Jaurès en Allemagne, proche du SPD, commande également des sondages sur l'opinion publique et les valeurs politiques⁹. Sur le fond, ces études souffrent des problèmes et des idiosyncrasies idéologiques similaires (sinon pires) à ceux du sondage de l'Ifop. Il est donc peu surprenant qu'une partie importante de la population allemande – entre 20 % et 30 % selon la question posée – soit considérée comme adhérant à des opinions non seulement de « droite », mais d'« extrémisme de droite¹⁰ ». Hélas, malgré tous les efforts des auteurs de cette étude, seuls 9 % des sondés sont identifiables comme des extrémistes de droite « durs », affichant

une vision du monde autoritaire et fermée. En particulier, on remarque que le soutien à la démocratie ne cesse d'augmenter pour se situer désormais à 95 %, tandis que « la promotion d'une dictature de droite » est passée de 7,7 % en 2002 à 3,5 % en 2012. Dans toutes ses dimensions, l'extrémisme de droite affiche ainsi un recul ou une stagnation depuis 2002. D'une manière paradoxale et presque à l'insu de leurs auteurs, ces études confirment donc les résultats du sondage de l'Ifop.

Ces sondages ne constituent bien entendu qu'un instantané de l'opinion publique. Les chiffres reflètent en premier lieu la situation sociale et économique actuelle de l'Allemagne. La population paraît étrangement satisfaite et apaisée, ce qui explique aussi le résultat des dernières élections. Les grands conflits sociaux et politiques comme ceux qui ont traversé la société allemande depuis 1945 – la dénazification et le conflit générationnel de l'après-guerre ; la division du pays et les confrontations idéologiques de la guerre froide ; la révolte culturelle des soixante-huitards et les années de plomb du terrorisme de la RAF ; les conflits autour du nucléaire, des euromissiles et des perspectives écologiques du pays dans les années 1980 – n'existent plus aujourd'hui. La réunification est largement consommée, dans les mentalités comme sur le plan économique. Cette situation est illustrée par le fait que les deux postes situés au sommet de l'État – celui de président et celui de chancelier de la République fédérale – sont occupés par d'anciens Allemands de l'Est. Grâce à l'amélioration du marché du travail et à l'augmentation des salaires depuis 2007, les discussions autour des réformes sociales de la période Schröder – le fameux Agenda 2010 – ont perdu de leur acrimonie. La bonne conjoncture a également contribué à calmer le

9. Oliver Decker, Johannes Kiess, Elmar Brähler, *Die Mitte im Umbruch. Rechtsextreme Einstellungen in Deutschland 2012*, Bonn, Friedrich-Ebert-Stiftung/Dietz, 2012 (en ligne : www.fes-gegen-rechtsextremismus.de/pdf_12/mitte-im-umbruch_www.pdf). Pour une lecture critique de l'étude, voir le commentaire de Frank Drieschner dans *Die Zeit* (en ligne : www.zeit.de/2012/47/Rechtsradikalismus-Deutschland-Studie-Friedrich-Ebert-Stiftung).

10. L'étude « constate » que les partis dont l'électorat est le plus favorable à l'extrémisme de droite sont, par ordre décroissant : les Verts (sic), le SPD, la CDU et Die Linke (ces deux derniers étant plus ou moins au même niveau), loin devant l'électorat néolibéral du FDP et les non-votants.

débat déclenché il y a trois ans par la publication du pamphlet de Thilo Sarrazin¹¹ autour de l'immigration et de ses conséquences à long terme. De plus, les crises et les contre-performances économiques d'autres pays de la zone euro font apparaître l'Allemagne, aux yeux de beaucoup de ses citoyens, comme un havre de stabilité dans un monde en proie aux turbulences. Le climat libéral qui règne actuellement dans le pays – où personne ne s'échauffe par exemple au sujet du mariage pour tous – illustre bien cette absence de conflits sociaux, politiques et économiques majeurs.

Pourquoi la gauche ne profite-t-elle pas de la libéralisation culturelle ?

Personne ne doute du fait que les sociétés occidentales se sont profondément libéralisées au cours des dernières décennies. Dès lors, pourquoi est-ce que la gauche ne profite pas plus de cette évolution ? Pourquoi des sociétés profondément libérales, hédonistes et permissives votent-elles pour des gouvernements conservateurs ? Pourquoi la « révolution silencieuse » des mœurs et des valeurs est-elle accompagnée d'un essor des partis et des mouvements populistes de droite ? Une partie de la réponse réside tout simplement dans le fait que la droite aussi s'est libéralisée. Elle montre aujourd'hui un visage beaucoup plus décontracté, *gay friendly* et bling-bling qu'il y a cinquante ans. Mais une autre partie

11. Thilo Sarrazin, *L'Allemagne disparaît*, Paris, Les Éditions du Toucan, 2013. Publié outre-Rhin en 2010 sous le titre *Deutschland schafft sich ab*, le livre s'est vendu à plus de deux millions d'exemplaires.

de la réponse est liée au problème du positionnement idéologique de la gauche dont nous avons parlé plus haut. Si l'on traite systématiquement des opinions largement majoritaires dans la population comme fascisante et illégitimes, il ne faut pas s'étonner que les électeurs aillent voir ailleurs. À ce sujet, le politologue britannique Anthony Painter écrit : « The rise of the populist radical right is a “signal” of the failure of mainstream democracy to meet the needs and desires of citizens perturbed by social, cultural, economic and political change¹². »

Pour comprendre pourquoi la gauche n'a pas réussi à profiter politiquement de la libéralisation culturelle, il est nécessaire de regarder d'un peu plus près les causes du contrecoup populiste. En général, la gauche traite comme un paradoxe le fait que des sociétés profondément libéralisées regardent l'intégration européenne, la globalisation, l'immigration et l'islam avec un scepticisme grandissant¹³. Or le caractère paradoxal de cette situation n'est pas si évident. Au contraire, à bien des égards, un tel scepticisme apparaît comme une conséquence plutôt logique des valeurs des sociétés démocratiques, sécularisées et hédonistes. La globalisation a été accompagnée d'une augmentation massive des inégalités dans les sociétés occidentales. Dès lors, il est peu surprenant qu'une partie de la population ait du mal à voir ce processus comme un bienfait¹⁴. La relativisation de la souveraineté nationale ôte leur valeur au droit de vote et aux pouvoirs politiques des citoyens, diminuant

12. Anthony Painter, *Democratic stress, the populist signal and extremist threat. A call for a new mainstream statecraft and contact democracy*, Londres, Policy Network, 2013, p. 7.

13. Voir l'étude de Vincent Tiberj, *La Crispation hexagonale*, Paris, Fondation Jean-Jaurès/Plon, 2008.

14. « Croissance et inégalités : distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE », Paris, 2008.

l'autodétermination démocratique du peuple. N'est-il pas logique que des sociétés démocratiques opposent à cette évolution un certain scepticisme ? Face aux archaïsmes religieux, les citoyens réagissent par la défense du caractère permissif et individualiste des sociétés sécularisées. En Europe, ce rejet se manifeste essentiellement contre les normes et les pratiques culturelles de l'islam ; aux États-Unis, il vise aussi la *religious right*, une droite chrétienne dure et antilibérale.

Que des sociétés postmodernes fassent preuve d'hostilité à l'égard de normes et pratiques prémodernes, patriarcales, autoritaires et misogynes n'est pas vraiment paradoxal. Le paradoxe réside plutôt dans le fait que les élites libérales de gauche ne se trouvent pas toujours en première ligne dans ce combat. Sous l'influence d'un multiculturalisme doctrinaire, elles tergiversent lorsqu'il s'agit d'affronter les atavismes patriarcaux de l'islam et ses pratiques culturelles. Elles refusent de combattre la culture machiste, violente et autoritaire qui s'est parfois installée dans le « no man's land anthropologique » des banlieues où sont concentrées les communautés immigrées. Et, dans un autre registre, elles sont prêtes à sacrifier une partie des droits politiques et sociaux acquis de haute lutte aux XIX^e et XX^e siècles sur l'autel d'une intégration européenne menée aux forceps et contre une opinion publique toujours plus sceptique et réticente. Tant que ces ambivalences persisteront, la gauche aura du mal à transformer le fort courant libéral et antiautoritaire qui prédomine dans nos sociétés en majorité politique stable. Pire, elle abandonne ce terrain à d'autres, en particulier à une droite populiste qui, sous la houlette de figures comme Geert Wilders et Marine Le Pen, est en train de se moderniser culturellement et de s'ériger en défenseuse de la

laïcité, de la liberté d'expression et de la tolérance sexuelle des sociétés occidentales. En agissant ainsi, la gauche compromet ce qu'il y a de plus précieux dans son héritage politique et idéologique : sa vocation à incarner la force de démocratisation politique et sociale, d'émancipation et de la liberté de l'individu.

Un nécessaire réengagement

Le rétrécissement de la base sociale et du canon normatif de la gauche post-Mai 68 se révèle de plus en plus comme un obstacle pour approcher les électeurs, avec toutes les conséquences politiques que cela implique. « Social democracy has tended to be most politically successful when its leaders have confidently expressed a sense of national purpose and its parties have been attuned to the cultural identities and social experiences of a majority of workers¹⁵ », explique Michael Kenny. Cela n'est certainement pas le cas aujourd'hui. La situation rappelle plutôt le phénomène décrit et analysé par Antonio Gramsci pour l'Italie du Risorgimento au XIX^e siècle, lorsqu'une élite intellectuelle « cosmopolite » refusait de se commettre avec les pensées et les concepts issus des couches populaires. Aujourd'hui comme à l'époque, la conséquence est la non-réalisation d'une alliance transformative qui serait vraiment capable de changer la société et l'économie¹⁶. À la différence des masses rurales de l'Italie du Risorgimento, les couches populaires d'aujourd'hui ne sont

15. Michael Kenny, « Identity, Community and the Politics of Recognition » in Olaf Cramme, Patrick Diamond (dir.), *After the Third Way. The Future of Social Democracy in Europe*, Londres, I.B. Tauris, 2012, p. 149.

16. *Ibid.*, pp. 150-153.

pas en manque d'alternatives ni dépourvues d'une certaine influence politique démocratique. La gauche les ignore à ses risques et périls.

La seule stratégie politique conséquente est donc celle du réengagement. Elle ne suppose pas seulement d'autres formes de communication, moins condescendantes et « pédagogisantes », elle implique aussi un travail programmatique et idéologique sérieux. La gauche doit « déboboïser » son langage autant que sa vision du monde : « It requires... that the party, its political representatives and local bodies be returned to and reconnected with the communities from which their mandate originates¹⁷. » Ces communautés populaires, dont parle Michael Kenny, sont dans le fond beaucoup plus ouvertes et tolérantes que le scénario libéral les imagine. La gauche perd peut-être encore et toujours des batailles électorales, mais elle a depuis longtemps gagné la guerre des valeurs dans les sociétés occidentales. À elle d'assumer et de gérer cette victoire, au lieu de s'alarmer de menaces fictives.

¹⁷. *Ibid.*, p. 150.

VALEURS : LES LEÇONS DU LONG TERME

Vincent Tiberj

Le climat récent en France n'a guère été favorable aux valeurs sociales et culturelles progressistes. Les manifestations anti-mariage pour tous (devenues depuis anti-théorie du genre), les attaques racistes contre Christiane Taubira – qui renouent avec les figures d'un racisme biologique qu'on croyait définitivement marginalisé –, le ras-le-bol fiscal des Bonnets rouges sont autant de manifestations et de points de tension qui semblent redonner du souffle à une droite culturelle et économique. Si l'on raisonne en termes de rapports de force médiatique et politique dans le temps court, on peut alors effectivement parler de droitisation. Une parole s'est libérée et les « belles et hautes voix » que réclamait la ministre de la Justice semblent soit aphones, soit noyées dans le bruit médiatique. D'ailleurs, depuis l'élection de François Hollande, les sondages sont clairs, bien au-delà des questions de popularité : par exemple le droit de vote pour les étrangers était soutenu par 57 % des Français

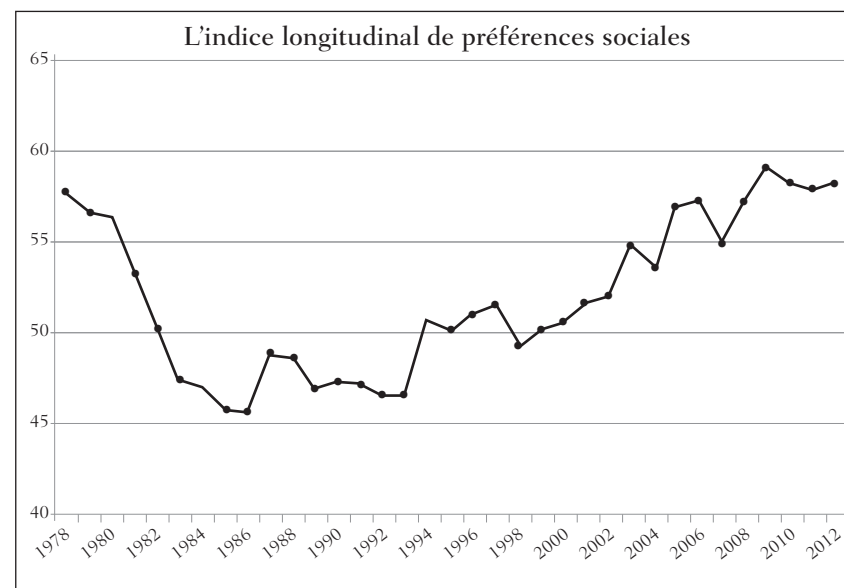
en mai 2012, ils n'étaient plus que 41 % en décembre 2012, et tout laisse penser que ce pourcentage n'est pas remonté depuis.

Mais il est important de déplacer le regard pour mieux comprendre la nature et les causes du phénomène à l'œuvre. D'abord, il faut réintroduire du temps long dans l'analyse, ce qui permet de relativiser les événements présents. Ensuite, cette analyse dans le temps long éclaire les mécanismes expliquant les hauts et les bas des demandes sociales et sociétales des électeurs français et remet au centre du jeu l'importance des débats politiques pour faire bouger les lignes dans un sens ou dans un autre.

Les hauts et les bas de la gauche sociale

Trop souvent, on entend que les débats sur la taille et sur le rôle de l'État, sur la redistribution ou sur les inégalités sont devenus secondaires et que les Français se sont convertis au système économique tel qu'il est aujourd'hui. Cela n'est pas toujours vrai, bien au contraire. À partir de la méthode élaborée par James Stimson aux États-Unis, on a pu développer un indice longitudinal de préférences sociales qui permet de mesurer et de comparer dans le temps long les demandes sociales de l'électorat¹⁸.

18. Cet indicateur se fonde sur l'agrégation de 125 séries de questions françaises posées au moins à deux reprises, de manière strictement identique, depuis 1978, soit trente-quatre années d'enquête. Elles portent sur le rôle et la taille de l'État, les notions de liberté, d'égalité ou de redistribution par exemple. Parmi elles, 13 ont été posées 10 fois ou plus dans des enquêtes et 51, au moins 5 fois. Cette mesure est construite sur un fichier qui recense au total 554 mesures de l'opinion publique. Voir James A. Stimson, Cyrille Thiébaud, Vincent Tiberj, « The evolution of policy attitudes in France », *European Union Politics*, Volume 13, Issue 2, June 2012, pp. 293-316 et Vincent Tiberj, « Ça s'en va et ça revient : les valeurs sociales et économiques de l'électorat » in *L'État de l'opinion 2012*, présenté par Olivier Duhamel et Édouard Lecerf, Paris, TNS Sofres/Seuil, pp. 97-110.

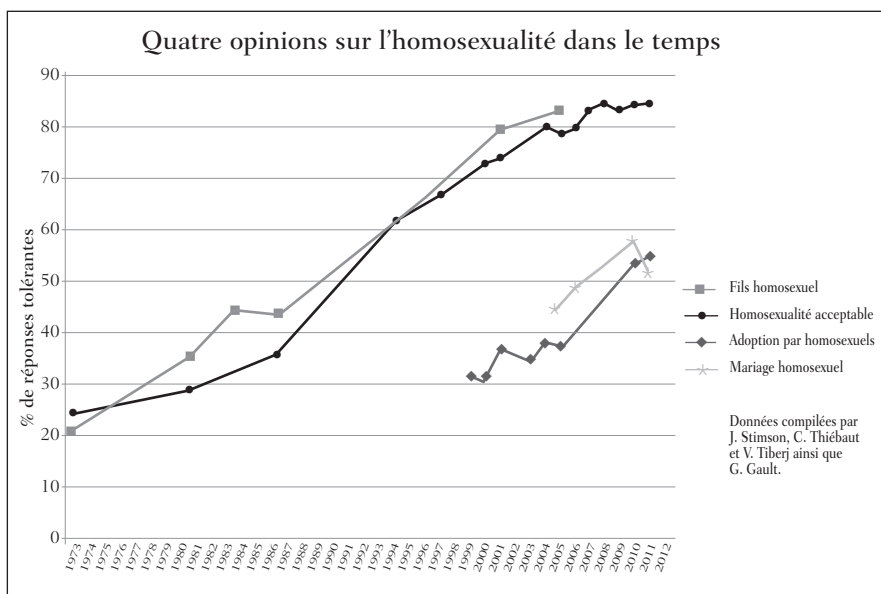


Les demandes sociales ne sont pas stables dans le temps ; elles ont évolué entre un minimum de 46, en 1985, et un maximum de 59, en 2009. Nombre de Français changent d'avis, demandant soit plus, soit moins d'État selon les années, et particulièrement en fonction des gouvernements. Quand la gauche dirige, les demandes sociales diminuent, mais elles augmentent clairement quand la droite est au pouvoir, conformément au modèle thermostatique de l'opinion¹⁹. Surtout, les préférences des Français pour les valeurs sociales étaient particulièrement fortes à la veille de l'élection présidentielle de 2012, l'indice renouant avec des niveaux qui n'avaient

19. Christopher Wlezien, « The Public as Thermostat: Dynamics of Preferences for Spending », *American Journal of Political Science*, 39, 1995, pp. 981-1000.

pas été atteints depuis la fin des années 1970 : 58 en 2012 contre 56,5 en 1978. Autrement dit, la demande de gauche était particulièrement forte au moment où François Hollande entrait à l'Élysée.

L'évolution tranquille des valeurs culturelles dans l'Hexagone



En matière de valeurs culturelles, la France est loin de se droitiser dans le temps long. C'est particulièrement visible sur les questions de sexualité ou sur les rôles de genre. « L'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité » : cette question a été initiée par la Sofres en 1973

et a depuis été posée par plusieurs instituts et organismes de recherche. Elle permet de rendre compte du chemin parcouru. En 1973, cette tolérance pour le moins « minimale » n'était partagée que par 24 % des personnes interrogées. Par la suite, la tolérance va progresser mais lentement. En 1981, ils ne sont que 29 %, puis 36 % en 1987. C'est seulement en 1995, soit trois ans avant le débat sur le pacs, qu'une majorité de Français se déclare tolérante : 62 %. En 2012, dernière année où la question a été posée, 84 % des Français considèrent l'homosexualité acceptable. On mesure combien la France des années 1970 était oppressante en comparaison de celle des années 2000. L'opinion publique peut aussi progresser très vite, comme par exemple sur la question de l'homoparentalité : 32 % de soutien en 2000 et 55 % en 2012.

L'explication à cette progression tient essentiellement à des forces sociales de long terme, qui toutes vont dans le sens de plus de tolérance : le renouvellement générationnel, l'augmentation du niveau de diplôme, le recul de la religion. Près d'un électeur de 2012 sur deux n'était pas en âge de voter en 1981 (et un sur cinq n'était même pas né). En 1982, 39 % des Français étaient sans diplôme, 9 % étaient bacheliers et 8 %, diplômés du supérieur ; contre 21 % de sans-diplôme, 15 % de bacheliers et 22 % de diplômés du supérieur en 2006. Quant à la religion, en 1978, les athées étaient largement minoritaires face aux catholiques (14 %, contre 21 % de catholiques pratiquants réguliers et 18 % de pratiquants irréguliers). Aujourd'hui, la « cathosphère » a peut-être développé une culture manifestante et « réclamé » la rue, mais les catholiques pratiquants réguliers ne sont plus que 8 % et les irréguliers, 15 % alors que les sans-religion sont désormais 35 %. Bref, les Français ne sont plus ce qu'ils étaient !

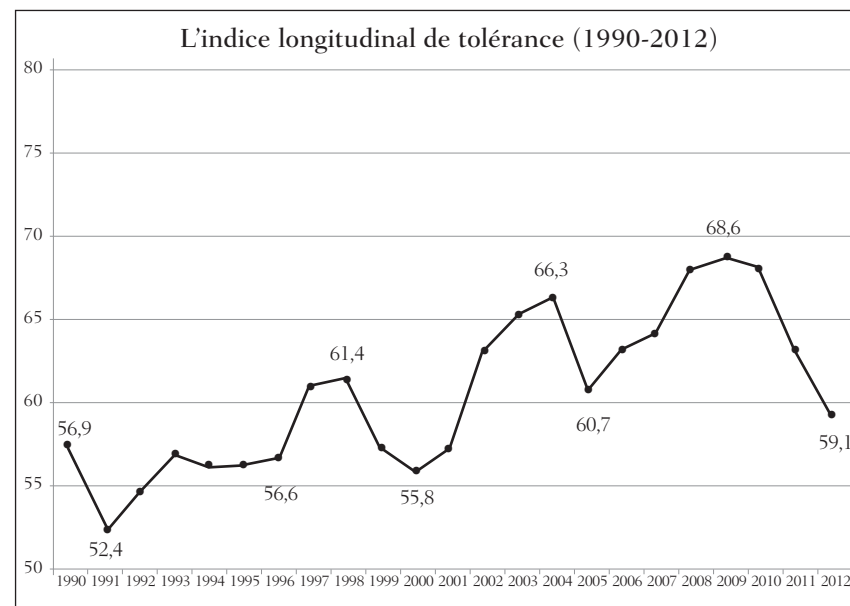
Au-delà de cette nouvelle donne sociale, les individus eux-mêmes changent, suivant en cela une norme d'ouverture et de tolérance qui se diffuse dans la société. En 1995, 55 % des électeurs nés dans les années 1930 considéraient que l'homosexualité n'était pas une manière acceptable de vivre sa sexualité. Ils étaient encore 41 % parmi les électeurs nés dans les années 1940 et 29 % parmi ceux nés dans les années 1950. En 2012, ils ne sont plus respectivement que 25 %, 19 % et 13 %. Vieillesse et conservatisme ne vont pas forcément de pair, contrairement à ce qui est régulièrement affirmé. Les électeurs sont souvent plus tolérants aujourd'hui qu'hier et le vieillissement de la population n'est donc pas forcément le signe d'une crispation française²⁰.

Les hauts et les bas de la tolérance à l'immigration

Cette évolution tranquille qui fait que les électeurs se révèlent de plus en plus tolérants sur les questions de mœurs vaut aussi, jusqu'à une certaine mesure, pour la tolérance envers les immigrés. Nous nous fondons ici sur l'indicateur longitudinal de tolérance²¹ qui a été créé à partir du baromètre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH).

20. Vincent Tiberj, « Les temps changent, renouvellement générationnel et évolutions politiques en France », *Revue française de sociologie*, vol. 54, n° 4, décembre 2013, pp. 741-778.

21. Cet indicateur est créé à partir de 65 séries de questions. Pour 47 d'entre elles, soit environ 72 %, elles ont été posées à au moins 8 reprises. Outre la condition d'être répétées dans le temps, ces séries ont été sélectionnées si, et seulement si, la question portait sur une dimension préjudicielle à l'égard d'une minorité ethno-religieuse ou touchant directement l'individu dans son rapport à l'autre. Voir Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj, « Racisme et xénophobie en hausse : retournement historique ou effet de contexte ? » in Commission nationale consultative des droits de l'homme, *La Lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Année 2011*, Paris, La Documentation française, 2012 (en ligne : www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/124000269/0000.pdf, pp. 37-51).



Certes, l'électorat français se révèle moins raciste à la fin des années 2000 qu'au début des années 1990, mais clairement les évolutions en matière de tolérance à l'égard des immigrés sont plus heurtées : soit avec une montée de la tolérance (entre 1996 et 1997 ; entre 2002 et 2004 ; entre 2005 et 2009), soit par des retours en arrière parfois conséquents, comme lors de la crise des banlieues de 2005. Une partie de ces résultats s'explique de la même façon que les hauts et les bas des demandes sociales du public. Par exemple la tolérance progresse généralement sous les gouvernements de droite. Une lecture trop sommaire laissait à penser que les politiques menées sous Nicolas Sarkozy trouvaient un écho dans l'opinion. C'est effectivement le cas, mais dans le sens inverse :

entre 2007 et 2009 par exemple, l'indice a progressé de 4,6 points. De la même façon, l'élévation du niveau de diplôme et le renouvellement générationnel sont des mécanismes qui nourrissent la tolérance envers les immigrés.

Il se passe cependant quelque chose de nouveau depuis 2009. Le retour en arrière est particulièrement spectaculaire. C'est la première fois que l'indice est en recul pendant trois années consécutives. Surtout, jamais il n'a subi de dégradation aussi forte depuis la création du baromètre de la CNCDH : une baisse de 4,5 points avait été relevée entre 1990 et 1991 et une baisse de 5,6 points entre 1998 et 2000, puis entre 2004 et 2005. La baisse de l'indice entre 2009 et décembre 2012 atteint 9,5 points, ce qui peut se traduire par un « changement d'attitude » entre tolérance et intolérance de près de un électeur sur dix au cours de ces trois années.

L'explication de cette baisse est à chercher dans l'accumulation de facteurs négatifs qui, pris ensemble, peuvent expliquer ce recul sans précédent.

Il n'y avait pas de relation évidente entre les données macroéconomiques (notamment le taux de chômage) et les évolutions de l'indice longitudinal de tolérance jusqu'en 2008²². Cependant, l'aggravation de la crise économique semble bien indiquer que les immigrés sont vus comme des boucs émissaires. D'ailleurs, deux questions du baromètre de la

22. Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj, *op. cit.* et James A. Stimson, Cyrille Thiébaud, Vincent Tiberj, *op. cit.*

CNCDH sont révélatrices. Sur la question « de nombreux immigrés viennent en France uniquement pour profiter de la protection sociale », le niveau de réponses tolérantes flirte en 2012 avec le niveau relevé en 2001 (24,5 contre 25). Quant à la question « les travailleurs immigrés doivent être considérés ici comme chez eux puisqu'ils contribuent à l'économie française », les réponses de 2012 n'avaient jamais été aussi intolérantes depuis 2005.

L'impact de l'actualité et le cadrage des débats autour de l'immigration sont également déterminants. Le débat lancé par Marine Le Pen, puis repris par le candidat UMP autour de la viande halal, l'affaire du « pain au chocolat » de Jean-François Copé, la question des Roms, le retour du racisme biologique contribuent à créer un « cadrage », une manière de parler de l'immigration qui pèse sur les attitudes du public français. Le racisme et la xénophobie ne sont pas que des attitudes stables forgées sur le long terme mais plutôt des prédispositions. Paul Kellstedt²³, dans la lignée des travaux de John Zaller, souligne l'ambivalence des attitudes à l'égard des « autres ». Le même individu peut présenter simultanément des dispositions à la tolérance et aux préjugés, la prévalence des unes sur les autres dépendant fortement de l'environnement, des informations reçues, d'événements récents qui l'ont marqué. Depuis plusieurs années, le rapport de force est nettement en faveur des prises de position xénophobes et cela a modifié le rapport de force interne entre considérations tolérantes et considérations intolérantes chez nombre d'individus.

23. Paul M. Kellstedt, *The Mass Media and the Dynamics of American Racial Attitudes*, Cambridge University Press, 2003.

En résumé, la droitisation n'est pas systématique et elle dépend des valeurs prises en compte. Remarquons que, sur le long terme, le public français n'a jamais été aussi ouvert et tolérant. Il n'en demeure pas moins que le contexte est déterminant dans les évolutions normatives des électeurs, à la hausse comme à la baisse. Il est clair que qui (les figures médiatiques, les responsables politiques, les organisations) « cadre » le débat peut faire bouger les lignes et que la parole antiraciste a perdu du terrain. Raison de plus pour sonner le rappel des « belles et hautes voix » qui n'oublent pas que la diversité et la tolérance sont des valeurs républicaines qui ont besoin d'être défendues.

COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-069-4

© ÉDITIONS FONDATION JEAN-JAURÈS

12 CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS

www.jean-jaures.org

Réalisation : REFLETSGRAPHICS
Imprimé en France par l'imprimerie A.Trois

MARS 2014

Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant
Ernst Hillebrand, Vincent Tiberj

Préface de François Rebsamen

Droitisation en Europe

Enquête sur une tendance controversée

Assiste-t-on vraiment à une droitisation des opinions publiques européennes ?

Pour dépasser les discours alarmistes et les projections faussées, la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS) ont lancé une enquête dans sept pays européens et sollicité l'expertise de sondeurs et de chercheurs.

Leurs conclusions, et parfois leurs désaccords, mettent à jour les ressorts d'un phénomène complexe et équivoque, mais non moins essentiel à la compréhension d'un paysage politique mouvant.

www.jean-jaures.org

www.fepe-renaissance.fr



ISBN : 978-2-36244-069-4
12 €

FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE ETHICS
FONDATION D'ÉTUDES
PROGRESSISTES

